



Conseil UCR - séance n° 7 des 6, 7 et 8 octobre 2026

UFR : EFRP

Intervenant : MiSol GUIARD

Débat : Actualité revendicative

Au niveau international

1- la lente décomposition/recomposition de l'ordre mondial

Nous sommes pris dans la tourmente de la lente reconstitution de l'ordre mondial.

USA et Chine rivalisent pour la première place, les USA tentant de maintenir la place que la Chine veut leur ravir. Trump essaie par tous moyens d'y faire barrage ce qui peut expliquer en partie l'appropriation du pétrole au Venezuela, la guerre avec l'Iran, ces deux pays fournissant la Chine en pétrole. de même que son dévolu jeté sur le Groenland pour couper la route par l'Arctique

Dans ce contexte, la marge de manœuvre est étroite pour une Europe prise en tenailles, alliée des USA sur le plan éco et militaire et qui est en conflit feutré avec la Russie, ce dont profite l'extrême droite qui connaît une progression inquiétante.

On ne voit toujours pas l'issue de la guerre Russie/Ukraine malgré ses 1.800 000 morts estimés par le CSIS(center for stratégie international studies).

Et pendant ce temps, les prix du baril et du gaz flambent, impactant l'ensemble de la production mondiale, enrichissant les compagnies pétrolières et gazières et précarisant toujours plus les plus fragiles

Sans compter les conflits meurtriers qui se multiplient sur le continent africain et dont on parle si peu (quand le pétrole n'est pas en jeu) 50 conflits armés actifs soit environ 40% des conflits mondiaux, leur nombre a doublé entre 2014 et 2024. et a déplacé 35M de personnes. Une crise humanitaire immense et forcément tout ou tard explosive.

les principaux conflits sont au Soudan, à l'est de la RDC Nord et sud Kivu et au Sahel

et la montée de l'extrême droite en Amérique latine : si Lula perd les élections le 25 octobre au Brésil la droite radicale et extrême sera largement dominante sur le continent.

2-Le réchauffement climatique

il est bien là et va s'accroître plus ou moins gravement selon les décisions prises par les Etats et les multinationales notamment par les USA et la Chine. Le capitalisme sera-t-il capable de ne pas privilégier le court terme et le profit ?

3- Et la vague déferlante de l'IA

qui nous est imposée par une poignée d'entreprises toutes puissantes, l'IA si pratique, dans le court terme, utilisée par tous et toutes pour n'importe quel motif futile ou essentiel mais qui nous aliène et nous fait perdre à terme notre autonomie et notre pouvoir de décision. Sans parler du bouleversement économique et social dont on ne peut encore mesurer l'ampleur.

Au niveau national

La situation actuelle est extrêmement tendue après un été marqué par une canicule qu'il ne faut pas oublier et qui nécessite la mise en place d'un bouclier social climatique.

1- pouvoir d'achat en baisse, raboté par l'inflation grimpante

augmentation du prix du gaz de 13% en 2026, augmentation aussi du prix de l'électricité au delà de 10%, le prix du pétrole s'envole posant un problème majeur à celles et ceux qui utilisent leur véhicule au quotidien habitant en zone rurale ou pour leur usage professionnel. Et bientôt le froid et l'humidité vont arriver.

Comment vont faire les gens pour se chauffer cet hiver ?

La colère monte mais ne sait comment s'exprimer freinée par le découragement, le sentiment d'impuissance et l'angoisse devant l'état du monde

la journée de mobilisation intersyndicale de la Fonction publique le 29 septembre a été un succès en demi teinte. 10 % de grévistes, 200 000 personnes dans la rue. C'est déjà beaucoup mais ce n'est pas suffisant. Et pourtant comme le dit Marylise, on ne peut pas avoir des services publics de qualité si les conditions de travail faites aux fonctionnaires ne sont pas de qualité.

Mais le gouvernement souhaite-t-il un service public de qualité ? ne cherche t il pas plutôt, en rognant toujours plus sur les moyens financiers et humains, à le rendre progressivement incapable de remplir ses missions et à en détourner les usagers au profit du secteur privé ?

2-les riches toujours plus riches

Dans le rapport sur les inégalités en France en 2025, 9, 8 M de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en 2024 chiffre INSEE alors que 10% des ménages détiennent 48% du patrimoine total.

3-projet de budget 2027

le budget est présenté par le gouvernement dans un contexte de dette de la France qui s'envole sous le coup de la hausse des taux d'intérêt. L'objectif serait de ramener le déficit public à 5% du PIB . Coup d'œil non exhaustif ci dessous.

Du côté de la réduction des dépenses :

Outre les gels ou baisses imposées à certains ministères comme celui du Travail, on trouve en première ligne la protection sociale, les retraités, les fonctionnaires :

gel ou réduction de plusieurs prestations sociales comme les APL et la prime d'activité ou les allocations familiales.

sous indexation ou gel des pensions de retraite supérieures au montant de 1260 € et abaissement du plafond de l'abattement fiscale 4439 € à 3000 €.

gel encore une fois du le point d'indice des fonctionnaires

Du côté de l'augmentation des recettes :

pas de gel général du barème de le l'impôt sur le revenu et maintien de la contribution minimale de 20% sur certains très hauts revenus

surtaxe exceptionnelle sur les très grandes entreprises maintenue mais allégée

Pour la CFDT, les efforts demandés pèsent trop lourdement sur les retraités et les assurés sociaux, contrairement à ceux requis auprès des entreprises et des plus aisés.

Comme l'écrit Catherine Nave-Bekti, les débats relatifs au budget de l'État ne peuvent se limiter à l'angle budgétaire ou se résumer à la question : « Où faire des coupes ? ». Le budget de l'État a des conséquences sur la vie quotidienne de toutes et tous. Si le redressement des finances publiques est nécessaire, il ne doit pas reposer sur l'injustice Nous devons pouvoir parler de la contribution des revenus les plus élevés et des patrimoines les plus importants, de la fiscalité du capital, de l'efficacité des aides publiques aux entreprises et des contreparties que nous sommes en droit d'attendre. Le sérieux budgétaire est indispensable. Mais le sérieux, ce n'est pas seulement savoir où couper. C'est aussi savoir investir et savoir dans quoi il serait irresponsable de ne plus investir.

Les militants retraités des SSR participent activement aux revendications de la CFDT, confédération et UCR au sein de leurs syndicats de retraités

4-mouvement de blocage des lycées

De façon inattendue et spontanée, ce sont les lycéens qui expriment la colère de la population.

Depuis 2 semaines, les blocages des lycées et à présent des universités se propagent comme une trainée de poudre : classes surchargées, profs non remplacés, locaux vétustes, les mots d'ordre peuvent varier en fonction des réalités de l'établissement. Ce n'est pas parce qu'ils sont jeunes que leur lutte n'est pas sérieuse. Comme à leur habitude, les médias Bolloré et le gouvernement tentent d'affoler la population en faisant défiler des images violentes de casse et d'incendie sans montrer les violences policières ni tous les endroits où les lycéens se montrent pacifiques et responsables.

Que dire des réponses apportées aux légitimes inquiétudes de nos élèves liées aux transformations écologiques, numériques et démocratiques que nous traversons ? Comment construire un avenir quand votre parole est si peu prise en compte et le pouvoir d'agir si limité ? Leurs inquiétudes sont légitimes et leurs revendications quant à leurs conditions de scolarité et d'études, maintenant et plus tard, doivent être entendues.

Plusieurs rapports parlementaires ont fait le compte du manque d'investissement dans le service public de l'Education et notamment dans le département 93. Ce sont les enfants des milieux les plus modestes et éloignés de l'Ecole qui subissent le plus la dégradation du service public.

communiqué de presse du 29 septembre

« La CFDT EFRP appelle à l'écoute de la parole des lycéen.es trop peu entendue

Les difficultés de nos lycées professionnels, technologiques et généraux sont réelles. Dans chaque territoire, des situations spécifiques appellent des solutions spécifiques. Le manque de personnels d'enseignement, de vie scolaire, de santé, de service social, d'accompagnant·e·s des élèves en situation de handicap (AESH) est criant et pèse sur la réussite de nos élèves et les conditions de travail de tous les personnels. La complexité de la rentrée en lycée est encore aggravée par les dysfonctionnements des outils numériques. »

Du côté de l'Education nationale, notre ministère d'origine

rentrée encore plus tendue que d'ordinaire avec manque d'enseignants, suppression de postes, personnels administratifs et personnels de direction surchargés d'autant plus que la cyber-attaque de juillet a privé les services de leurs outils numériques. Toujours plus de recours aux contractuels et aux vacataires encore plus précaires que les contractuels.

1-pouvoir d'achat en baisse constante, gel du point d'indice

depuis bcp d'années, le décrochage salarial est massif. Les enseignants touchent en moyenne 900 euros net de moins que les autres fonctionnaires catégorie A (source le Monde)

en Allemagne, un enseignant débutant autour de 3 500 à 4 000 € brut par mois (voire plus selon les *Länder*), contre environ 1 800 à 2 000 € brut en France. 10 échelons sur 11 du premier grade de catégorie C sont désormais sous le Smic, de même que la majorité des échelons du second grade et des premiers échelons du troisième grade. C'est aussi le cas des tous premiers échelons de la catégorie B. Une « indemnité différentielle » est calculée et versée aux agent·e·s concernés pour atteindre le niveau du Smic, mais leur rémunération stagne ainsi durant de longues années, jusqu'à 20 ans sans la moindre augmentation.

la CFDT EFRP revendique :

la revalorisation annuelle du point d'indice;

la révision des grilles indiciaires pour ne plus avoir de traitement indiciaire inférieur au SMIC;

l'augmentation des primes jusqu'au niveau moyen dans la FP à catégorie équivalente

A travail égal, salaire égal notamment pour les personnels contractuels/ titulaires et pour les emplois féminisés

retour à la rémunération 100% des arrêts maladie et suppression du jour de carence.

Si les postes manquent, si les équipes s'épuisent, si les conditions de travail se dégradent et si les rémunérations décrochent, alors ce n'est pas seulement la situation des agents qui se dégrade : c'est l'action publique elle-même !
pas de service public de qualité sans agents bien traités

2-canicule

les différentes vagues de chaleur ont rendu les conditions de travail très difficiles et parfois impossibles : bâtiments mal isolés, horaires inadaptés etc..

Dès la première réunion du plan canicule de l'E.N , la CFDT EFRP a quitté la séance avec les autres OS devant l'absence d'indicateurs nécessaires au bilan et dénonçant l'absence de moyens et d'engagement politique.

3-Universités en grande difficulté

financière tout d'abord malgré un décret qui modifie les critères de soutenabilité financière, ce qui crée l'illusion d'une amélioration tout en cachant le désengagement progressif de l'Etat;

Le manque de moyens financiers mettent les étudiants dans des conditions d'études toujours plus difficiles vers la perte d'autonomie;

Le projet de dé-légalisation qui a été présenté par le MEN donne la main au gouvernement sur le fonctionnement des universités;

4-mais attention : cette situation ne doit pas cacher le travail d'autant plus remarquable effectué par les personnels auprès des élèves et des étudiants dans des conditions de plus en plus difficiles.

Il faut aussi le mettre en avant ! la seule mise sur le devant de la scène des difficultés renforce une mauvaise image globale de l'éducation nationale qui détourne les parents du service public et qui décourage les enseignants et administratifs non reconnus dans leur travail non seulement par leur employeur, le ministère E.N, mais encore par les usagers. C'est un équilibre délicat à trouver entre revendications légitimes et reconnaissance nécessaire.

Du côté de l'UFR EFRP

L'UFR a été mise en place pour fluidifier le parcours des militants et adhérents du Sgen-CFDT devenu CFDT EFRP vers les structures de retraités de la confédération (syndicats de retraités et les Sections Syndicales de Retraités), tout en maintenant un lien fort avec leur syndicat d'origine.

1-Nous pouvons donc dire que la vocation principale de l'UFR c'est le développement.

L'UFR réunit en son sein les SSR présentes dans les territoires. Ainsi, plus nous avons de SSR, plus nous avons des retraités qui maintiennent leur adhésion à la CFDT et qui s'impliquent dans l'action syndicale.

Pour développer, il faut donc

- créer des SSR dans les départements où elles n'existent pas encore en s'appuyant sur une bonne connaissance des militant.es capables de l'animer, en lien avec le syndicat des actifs et le syndicat des retraités par ex création actuelle de 4 SSR en Provence-Alpes (84,04, 05,13) réunies en une coordination. L'UFR fournit les outils (guide création SSR, livret d'accueil)
- réanimer des SSR endormies : creuser les raisons pour lesquelles elles sont devenues inactives, prendre contact avec leur syndicat d'actifs etc..
- dynamiser les SSR actives en favorisant le partage d'actions et de réflexions grâce notamment au Conseil de l'UFR

2-La vitalité des SSR est indispensable au développement et celui-ci doit mettre au cœur de notre action le militantisme et l'humain .

Le militantisme est au centre de l'action des actifs et doit continuer à l'être dans les SSR autour de nos valeurs communes, celles de la CFDT. proposer des actions revendicatives en accompagnement des actions du syndicat des actifs mais aussi du syndicat des retraités.

le syndicalisme a besoin de ses deux pieds pour avancer : un pied dans le secteur professionnel et l'autre dans l'interpro.

L'humain est indispensable d'autant que parfois un.e retraité.e est une personne qui a moins de vie sociale et qui peut souffrir de solitude. Un coup de fil aux adhérents non pas pour réclamer une cotisation mais

simplement pour demander des nouvelles et échanger peut être plus efficace. Il faut créer et maintenir un lien humain direct. Les outils de développement sont utiles mais doivent rester des outils au service de nos valeurs militantes et humanistes;

3-Au niveau de la vie du Conseil de l'UFR

Vitalité certaine du Conseil grâce à des réunions en visio périodiques et à la tenue en présentiel du Conseil 2fois/an.

Les thèmes qui occupent le Conseil ces temps-ci :

1 la question de la mutuelle santé MGEN :
tenter d'y voir plus clair entre les différents types de contrats proposés au retraités alors que la MGEN doit faire face à la mise en place du nouveau marché public de la PSC pour les personnels actifs de l'EN et que le projet « Etat efficace » de transfert de la gestion du régime obligatoire vers l'assurance maladie, s'il se réalise, aura des lourdes conséquences tant pour les 3,3 M d'assurés comme pour les 1000 salariés de la MGEN.

Au delà de la Mgen, mener une réflexion sur le système de santé s'impose.

2- participation des militants à la lutte contre l'extrême droite que ce soit au niveau du bureau, du Conseil comme des SSR.

3- Travail sur la mémoire syndicale notamment en participant au Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social.

4-soutien aux élections professionnelles qui vont se dérouler du 3 au 10 décembre. Leur résultat est capital tant pour la crédibilité de la CFDT, le succès de ses revendications que pour son bon fonctionnement.

[Texte]